

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

OBJET :	Convention d'incitation à la réalisation d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif « Coup de pouce chauffage des bâtiments tertiaires »
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

Absents ayant donné pouvoir : Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU
Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT
Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER
Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET

Absents : Laurence SALVA

Secrétaire de séance : Brigitte DUBOIS

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	27		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	27 + 5 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

La loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixe les orientations de la politique énergétique (dite « loi POPE »).

L'arrêté du 14 mai 2020, modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie, crée un nouveau dispositif réglementaire dénommé « Coup de pouce chauffage des bâtiments tertiaires ». Il permet ainsi aux propriétaires et gestionnaires de bâtiments tertiaires de pouvoir bénéficier d'une bonification de la valorisation des CEE obtenus à la suite de la réalisation des opérations d'économies d'énergie éligibles.

La société OFFE-CTR s'est engagée à proposer une offre « Coup de pouce tertiaire » applicable aux opérations engagées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 31 décembre 2021, pour des travaux achevés jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

Délibération :

Vu la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (dite « loi POPE »),

Vu l'arrêté du 14 mai 2020, modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie, et créant un nouveau dispositif réglementaire dénommé « Coup de pouce chauffage des bâtiments tertiaires »,

Considérant que ce dispositif permet d'accompagner ces derniers dans le changement de leurs chaudières au charbon, au fioul ou au gaz non performantes dans le secteur tertiaire et de développer les énergies les énergies renouvelables.

Considérant qu'il permet ainsi aux propriétaires et gestionnaires de d'une bonification de la valorisation des CEE obtenus à la suite de la réalisation des opérations d'économies d'énergie éligibles.

Considérant que la société OFFE-CTR s'est engagée à proposer une offre « Coup de pouce tertiaire » applicable aux opérations engagées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 31 décembre 2021, pour des travaux achevés jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ADHÉRE à l'offre « Coup de pouce Tertiaire » proposée par la société OFFE-CTR et de signer la convention

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'incitation à la réalisation d'économies d'énergie.

La société OFFE-CTR s'engage à verser à la Commune une Prime « Coup de Pouce Tertiaire » dont le montant sera défini en fonction du type d'Opération réalisé, des caractéristiques techniques de l'Opération et du type d'équipement de chauffage remplacé.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.